

Le XX^e Congrès du Parti communiste chinois : le renouvellement introuvable

Jérôme Doyon

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/3 Automne**, PAGES 145 À 156

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304803

DOI 10.3917/pe.223.0145

Date de mise en ligne : 14/09/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-3-page-145?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le xx^e Congrès du Parti communiste chinois : le renouvellement introuvable

Par Jérôme Doyon

Jérôme Doyon est maître de conférences à l'université d'Édimbourg. Son ouvrage *Rejuvenating Communism: Youth Organizations and Elite Renewal in Post-Mao China* paraîtra en 2023 aux Presses de l'Université du Michigan.

Le xx^e Congrès national du Parti communiste chinois (PCC), prévu pour l'automne 2022, devrait être celui de l'immobilisme. La probable reconduction au pouvoir de Xi Jinping, au-delà de deux mandats, remet en cause les règles de succession en vigueur. Le PCC est une organisation vieillissante et de moins en moins transparente, où le culte du chef restreint les discussions internes, remettant en question sa capacité d'adaptation et sa survie à long terme.

politique étrangère

Le Parti communiste chinois (PCC) se prépare pour son xx^e Congrès, qui devrait avoir lieu à l'automne 2022. Cet événement marquera la fin du second mandat du secrétaire général du PCC Xi Jinping. À cette occasion, plus de 2 000 délégués se retrouveront à Pékin pour représenter quelque 96 millions de membres du Parti¹. L'organisation étant structurée de façon pyramidale, avec le Congrès national au sommet, ces délégués sont envoyés par les cellules locales qui, au nombre de 5 millions, tapissent la société chinoise. Comme l'affirme la constitution² du PCC, « Parti, gouvernement, armée, société et éducation – à l'est, à l'ouest, au sud et au nord, le Parti dirige sur tous les fronts ».

Le Congrès national se réunit tous les cinq ans. En plus de présenter un rapport décrivant le travail du Parti des cinq dernières années, et

1. « Rapport sur les statistiques internes du Parti communiste chinois », Département central de l'organisation du Parti communiste chinois, 29 juin 2022.

2. « Constitution du Parti communiste chinois », Congrès national du Parti communiste chinois, 24 octobre 2017.

d'éventuellement amender la constitution du PCC, sa fonction principale est d'élire le nouveau Comité central. Ce dernier se compose d'environ 350 membres, titulaires et suppléants, issus de postes clés dans l'administration centrale et locale, les entreprises d'État et l'armée. Ce comité sélectionne en son sein une vingtaine de dirigeants qui forment un Bureau politique, ainsi que les sept membres du Comité permanent du Bureau politique – les cadres les plus puissants du pays.

Le xx^e Congrès à venir est singulier. Au lieu de laisser la place à une nouvelle génération de dirigeants après dix ans de règne, Xi Jinping sera probablement reconduit pour un troisième mandat. Réussi, ce passage en force remettrait fondamentalement en question les principes de succession à la tête du PCC qui ont progressivement été mis en place depuis les années 1980.

L'ambition de Xi Jinping se fonde sur l'assise politique incomparable qu'il est parvenu à développer. Il a peu à peu réussi à concentrer entre ses mains les pouvoirs de l'appareil de l'État-Parti, notamment en créant, et souvent en présidant lui-même, tout un ensemble de groupes et commissions qui conduisent les politiques économique, étrangère, de sécurité, ou encore la discipline interne au Parti. Dès 2016, il fut désigné comme le « cœur » (*hexin*) du leadership du PCC par ses organes de propagande – honneur que Hu Jintao, dirigeant du Parti avant Xi, n'avait jamais obtenu. En 2017, la « pensée de Xi Jinping sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère » fut ajoutée à la constitution du PCC³. Ses deux prédécesseurs, Jiang Zemin (1989-2002) et Hu Jintao (2002-2012), avaient dû attendre la fin de leurs mandats pour voir leurs contributions théoriques gagner un tel statut. Dernière reconnaissance symbolique du pouvoir de Xi Jinping, les médias d'État ont commencé en 2022 à lui donner le titre de *lingxiu*. Généralement traduit par « dirigeant », ce terme grandiloquent n'avait été utilisé dans l'histoire du PCC que pour désigner le Grand Timonier, Mao Zedong⁴.

Des rumeurs de dissensions au sein du PCC, liées en particulier à la rigidité de la politique zéro-Covid menée par l'administration en place ou à son positionnement par rapport à la Russie, laissent toutefois penser que la partie n'est pas jouée d'avance pour Xi Jinping⁵. Son pouvoir reste

3. *Ibid.*

4. W. Wo-Lap Lam, « Xi Jinping is Poised to Become "Leader for Life" in Exchange for Sharing Politburo Seats with Rivals », *China Brief*, vol. 22, n° 10, 27 mai 2022.

5. W. Guoguang, « Politics and Norms in Leadership Reorganization toward the 20th Party Congress: Preliminary Observations », *China Leadership Monitor*, vol. 71, mars 2022.

malgré tout dépendant des cadres dirigeants du Parti, qu'il doit convaincre, manipuler ou évincer. La résolution historique adoptée en novembre 2021 par le Comité central du PCC est un bon exemple de ce jeu d'équilibre. Marquant les 100 ans du PCC, ce texte devait rompre avec la précédente période dite « de réforme et d'ouverture » et avec la figure tutélaire de Deng Xiaoping. Les deux résolutions historiques précédentes – en 1945 et 1981 – avaient en effet permis aux dirigeants du moment, Mao Zedong et Deng Xiaoping, d'ancrer leur pouvoir en critiquant ceux qui les avaient précédés. Celle de 2021 est plus équilibrée : elle attribue certes un rôle prépondérant à Xi Jinping comme figure centrale de la « grande renaissance de la nation chinoise », mais elle reprend dans ses grandes lignes la lecture de l'histoire du Parti développée à la fin de l'ère maoïste, et rend hommage à Deng Xiaoping ainsi qu'à ses successeurs⁶.

La question de la passation de pouvoir au sommet du PCC – ou de son absence – comme les rumeurs de luttes internes suggèrent de revenir sur l'évolution du Parti sous Xi Jinping, et sur sa capacité à survivre dans la durée. Quel impact la modification des règles de succession a-t-elle, plus largement, sur la capacité du PCC à sélectionner ses dirigeants de manière normée et transparente, et donc à renouveler ses élites ? Quelle place reste-t-il au sein du PCC pour le débat et la discussion, alors que Xi Jinping concentre tous les pouvoirs et pourchasse les cadres dont il doute de la loyauté ? La capacité du PCC à se renouveler et à gérer de manière pacifique ses conflits internes, inévitables dans une organisation de cette taille, constitue l'élément central pour assurer sa propre survie politique.

L'absence de transmission du pouvoir

Xi Jinping semble prêt à rester au pouvoir après 2022. Quitter ses fonctions à la fin de l'année pourrait même être très risqué pour lui, au vu des nombreux réseaux démantelés et cadres de haut rang bousculés dans la campagne anticorruption commencée en 2012. Le signe le plus clair de la volonté de Xi Jinping de rester au pouvoir au-delà de dix ans est l'amendement constitutionnel de 2018, qui lève la limite des deux mandats pour le poste de président de la république populaire de Chine. Introduite en 1982, cette règle était une des rares dispositions écrites régissant une passation de pouvoir au sommet de l'État-Parti chinois. Alors que le chef de l'État est aussi, depuis Jiang Zemin, à la tête du Parti et de l'armée, nulle limite formelle de mandat n'existe pour les postes de secrétaire général du PCC ou de président de la Commission militaire centrale. La norme selon laquelle le chef de l'État démissionnerait également de

6. C. Froissart, « Parti communiste chinois : une nouvelle ère ? », *The Conversation*, 16 novembre 2021.

ses fonctions à la tête du Parti et de l'armée au bout de dix ans reste ainsi fragile, et donc d'autant plus malléable du point de vue de Xi⁷. Si Hu Jintao avait quitté en 2012, à l'issue de deux mandats, aussi bien la direction du Parti que celle de l'État et de l'armée, son prédécesseur Jiang Zemin avait choisi, après avoir laissé le secrétariat du Parti à Hu en 2002, de conserver pour deux années encore la direction de la puissante Commission militaire centrale.

Xi devrait conserver les trois fonctions suprêmes

Xi Jinping pourrait envisager un scénario similaire, en demeurant président de la République, et potentiellement à la tête de l'armée, tout en laissant le poste de secrétaire général du PCC à un allié. Son approche semble toutefois différente de celle de Jiang en 2002 : il modifie les règles plutôt que de les contourner. Le changement constitutionnel de 2018 a en effet été présenté par les médias d'État⁸ comme une manière de clarifier les règles : il n'existe pas de limite de mandat pour la direction du Parti ou de la Commission militaire centrale, il doit donc en être de même pour la présidence de la République, une même personne assumant ces différentes fonctions. Suivant cette logique, Xi devrait donc conserver les trois fonctions suprêmes. Il serait par ailleurs surprenant qu'il abandonne la direction du Parti alors que le PCC s'est considérablement renforcé sous son règne, étendant son emprise sur la société et absorbant des structures et responsabilités étatiques⁹.

Si Xi Jinping se maintient au pouvoir au-delà de 2022, cela sera-t-il pour un mandat de cinq ans, ou plus ? Bien qu'il semble peu probable qu'il quitte volontiers ses fonctions dans cinq ans, la question reste ouverte. Les nominations qui auront lieu au moment du XX^e Congrès pourraient toutefois apporter un éclairage : si Xi envisage de se retirer en 2027, son potentiel successeur devrait rejoindre le Comité permanent du Bureau politique cet automne pour se préparer à assumer ces fonctions. La désignation officielle d'un dauphin est peu probable, car cela fragiliserait la position de Xi pour les années à venir. Il faudra toutefois observer qui serait assez jeune, parmi les nouveaux membres du Comité permanent du Bureau politique, pour pouvoir rester en place après 2027.

Si Xi Jinping se conforme aux usages, les choix sont limités : seuls les actuels membres du Bureau politique peuvent briguer une place au

7. J. Fewsmith, *Rethinking Chinese Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

8. « Constitutional Changes Meet Needs of New Era », *China Daily*, 9 mars 2018.

9. J.-P. Cabestan, *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?*, Paris, Gallimard, 2018.

Comité permanent lors du prochain congrès. Ce sont ainsi les trois membres les plus jeunes de l'actuel Bureau politique, nés au début des années 1960, qui sont les mieux placés pour entrer au Comité permanent du Bureau politique comme potentiels dauphins : Chen Min'er, secrétaire du Parti communiste de Chongqing, Ding Xuexiang, directeur du Bureau général du PCC, et Hu Chunhua, Premier ministre adjoint. Comme nous le verrons, les règles liées à l'ancienneté des dirigeants et leur départ à la retraite sont toutefois partiellement remises en cause sous Xi Jinping, ce qui laisse la porte ouverte à des surprises. La prévision est ainsi rendue plus difficile par l'opacité croissante avec laquelle les hauts dirigeants du Parti sont sélectionnés.

Sélection des cadres dirigeants : une opacité croissante

Au cours de la décennie écoulée, Xi Jinping a progressivement transformé les critères d'évaluation et de recrutement des officiels chinois. Depuis les années 1990, l'État-Parti a mis en place un système d'évaluation de ses cadres dirigeants basé sur leur performance et s'appuyant sur des outils statistiques. La croissance du produit intérieur brut des localités est, par exemple, un élément crucial d'évaluation du travail des dirigeants locaux¹⁰. Ce système s'est progressivement complexifié pour inclure de nouveaux critères liés par exemple au niveau de chômage, à la protection de l'environnement ou à l'innovation technologique, qui reflètent les attentes variées de l'État-Parti à l'égard des dirigeants locaux¹¹. Sous Xi Jinping, l'accent est mis sur la « qualité politique » (*zhengzhi suzhi*). Au-delà de l'évaluation quantitative de leur performance, les cadres sont désormais jugés sur leur contribution à « la construction économique, la construction politique, la construction culturelle, la construction sociale, la construction d'une civilisation écologique, la construction du Parti, etc.¹² ». Ces formulations vagues laissent une place encore plus importante que par le passé à la subjectivité des dirigeants, au niveau central ou local, libres de les interpréter à leur guise pour évaluer leurs subordonnés.

Les réformes mises en œuvre sous Xi Jinping s'inscrivent aussi à contre-courant de la tendance, observée dans les années 2000, à développer la « démocratie interne au Parti¹³ ». Un élément clé a ici été l'instauration

10. T. Heberer et R. Trappel, « Evaluation Processes, Local Cadres' Behaviour and Local Development Processes », *Journal of Contemporary China*, vol. 22, n. 84, 2013, p. 1048-1066.

11. C. Zuo, « Promoting City Leaders: The Structure of Political Incentives in China », *The China Quarterly*, vol. 224, 2015, p. 955-984.

12. « Règles concernant le travail d'évaluation des cadres dirigeants de l'État et du Parti », Bureau général du Parti communiste chinois, 21 avril 2019.

13. J. Doyon, « Clientelism by Design: Personnel Politics under Xi Jinping », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 47, n° 3, 2019, p. 87-110.

des « recommandations démocratiques » comme étape obligatoire dans le processus de sélection des cadres de l'État-Parti. Selon cette pratique, un comité de sélection faisait part de ses préférences entre différents candidats par un vote à bulletins secrets. Le système ne garantissait pas l'équité du processus de sélection car il pouvait être aisément manipulé et le résultat du vote n'était qu'une recommandation ; mais le dirigeant en charge du recrutement se retrouvait partiellement contraint par l'opinion de ses confrères et subordonnés. Ces recommandations à bulletins secrets ont désormais été remplacées par des « recommandations *via* discussion et enquête », qui prennent la forme de rencontres individuelles conduites par le dirigeant en charge du recrutement avec ses collègues¹⁴.

Alors que la pratique du vote secret s'était imposée aux congrès du PCC de 2007 et 2012, cette nouvelle forme de recommandation, en face-à-face, fut utilisée pour la sélection de l'équipe dirigeante actuelle lors du XIX^e Congrès, en 2017. D'après les médias officiels, Xi Jinping a personnellement rencontré 59 hauts dirigeants, en fonction ou à la retraite, pour recueillir leurs avis sur la formation de son équipe. D'autres membres du Comité permanent du Bureau politique sortant ont aussi mené des entretiens et 290 cadres de l'État-Parti et officiers de l'armée auraient été consultés.

Officiellement, la réforme du système de recommandations est liée aux malversations qui accompagnaient les « recommandations démocratiques ». Selon les médias officiels¹⁵, les congrès de 2007 et 2012 auraient été le théâtre de « votes fondés sur des relations intimes », ou encore « d'achats de voix » et de « démarchages ». Si le PCC est depuis longtemps inquiet de ce type de pratiques, l'abandon du vote renforce le poids de la subjectivité du recruteur sur le processus de sélection, et les dimensions clientélistes de l'État-Parti. Ceci peut s'observer au niveau local, mais aussi à Pékin où Xi Jinping s'est progressivement entouré d'amis d'enfance, de camarades de classe ou d'anciens collègues¹⁶.

Cette tendance au clientélisme pousse aussi les officiels à mettre en scène leur loyauté vis-à-vis de leurs supérieurs, et en particulier de Xi Jinping. À l'approche du XX^e Congrès, les cadres dirigeants du pays font ainsi les éloges de Xi : « phare », « compas », « pivot » de la nation...

14. « Règles concernant le travail de promotion et de sélection des cadres dirigeants de l'État et du Parti », Bureau général du Parti communiste chinois, 17 mars 2019.

15. « Former une équipe dirigeante solide pour la nouvelle ère », Xinhua News Agency, 26 octobre 2017.

16. C. Li, *Chinese Politics in the Xi Jinping Era: Reassessing Collective Leadership*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2016.

Dans la même veine, Wang Weizhong, récemment nommé gouverneur du Guangdong, appelait en 2018 à ce que les discours de Xi Jinping soient « sculptés dans les os et mélangés dans le sang¹⁷ ». Les compétences des cadres deviennent secondaires pour leur sélection, la loyauté et l'éloge du chef prenant le dessus, et le tournant clientéliste remet en cause la capacité du PCC à renouveler ses rangs.

Un difficile renouvellement des élites

En 1980, quatre ans après la mort de Mao Zedong, Deng Xiaoping appelait¹⁸ au renouvellement de la bureaucratie : « Nous devons vraiment promouvoir d'excellents jeunes cadres et les promouvoir rapidement ». Parallèlement à la création de son premier mécanisme de départ à la retraite pour les cadres, l'État-Parti a instauré de nouvelles règles de recrutement et de promotion. Un système unique au monde d'âges limites pour les nominations à tous les échelons de l'État-Parti a été progressivement mis en place : hors de rares exceptions, il devient par exemple impossible de devenir ministre à plus de 63 ans ou maire d'une ville moyenne à plus de 55 ans. Ce qui génère un roulement rapide et facilite l'ascension des jeunes générations¹⁹. Cette capacité du PCC à se renouveler a été largement perçue comme une des recettes de son maintien au pouvoir²⁰.

Ce système de limite d'âge a été remis en cause sous Xi Jinping. Depuis 2014, différents documents officiels ont appelé²¹ à mettre en œuvre ces règles « avec flexibilité ». L'objectif étant de limiter l'ascension rapide dans la hiérarchie de l'État-Parti de jeunes cadres inexpérimentés, au risque d'accélérer le vieillissement du PCC. En l'absence de mécanismes institutionnels facilitant le rajeunissement des élites, seuls quelques jeunes cadres sont promus rapidement à des postes de direction, choisis individuellement sur des critères clientélistes. Le vieillissement de la direction du PCC commence d'ailleurs à se faire sentir : le Comité central sélectionné en 2017 lors du précédent congrès était plus âgé que les précédents, avec une moyenne d'âge de 57 ans contre 53 dix ans plus tôt²².

17. A. Payette, « Chine : pour Xi Jinping, 2022 commence par un rappel à l'ordre au Parti », *Asialyst*, 6 janvier 2022.

18. M. Manion, « The Cadre Management System, Post-Mao: The Appointment, Promotion, Transfer and Removal of Party and State Leaders », *The China Quarterly*, n° 102, 1985, p. 203-233.

19. C.-W. Kou et W.-H. Tsai, « "Sprinting with Small Steps" Towards Promotion: Solutions for the Age Dilemma in the CCP Cadre Appointment System », *The China Journal*, vol. 71, n° 1, 2014, p. 153-171.

20. A. J. Nathan, « China's Changing of the Guard: Authoritarian Resilience », *Journal of Democracy*, vol. 14, n° 1, 2003, p. 6-17.

21. « Programme de développement pour la mise en place du leadership national de l'État et du Parti, 2014-2018 », Bureau général du Parti communiste chinois, 25 décembre 2014.

22. N. Gan, « Why Chinese Communist Party's Largest Elite Body Now Has a Lot of New Members but Not Many Young Ones », *South China Morning Post*, 13 novembre 2017.

Ce vieillissement du PCC ne touche pas seulement ses cadres dirigeants, mais l'organisation dans son ensemble. Depuis les années 1990, le PCC avait montré sa capacité à se transformer : après le mouvement étudiant de 1989 et sa répression, il avait mis l'accent sur le recrutement d'étudiants et jeunes diplômés. Au début des années 2000, Jiang Zemin a levé l'interdiction de recruter des « capitalistes », jusqu'alors perçus comme des ennemis de classe, afin que le PCC ne représente plus uniquement les classes « révolutionnaires » – ouvriers, paysans et militaires –, mais aussi « les forces productrices avancées » du pays. Le Parti s'adaptait ainsi à une société en transformation, cooptant des hommes et femmes d'affaires. Le résultat est que le PCC s'est progressivement mué en un parti de cols blancs. En 2010 déjà, les diplômés du supérieur égalaient dans ses rangs le nombre de paysans et ouvriers. Dix ans plus tard, le Parti comptait²³ 50 % de diplômés du supérieur pour moins de 35 % d'ouvriers et paysans.

Le PCC s'est progressivement mué en un parti de cols blancs

Cette capacité d'adaptation touche à ses limites sous Xi Jinping. Bien que le Parti continue à recruter parmi les élites, il intègre de moins en moins de jeunes : alors que leur nombre relatif ne faisait qu'augmenter jusqu'à 2013, il a depuis baissé. Les moins de 35 ans représentent moins du quart des membres du PCC, les plus de 60 ans en représentant plus du tiers. C'est chez les étudiants que la tendance est la plus visible : en 2013, 9 % d'entre eux étaient membres du Parti, il n'étaient plus que 5 % en 2019²⁴. Le PCC met désormais l'accent sur l'activisme et la loyauté de ses membres, décourageant les étudiants qui ne sont pas prêts à se dévouer à l'organisation.

Cette évolution va de pair avec une diminution rapide du nombre de jeunes Chinois qui rejoignent la Ligue de la jeunesse communiste, principale organisation de jeunesse du PCC. Pour la première fois depuis 1989, la Ligue voit le nombre de ses membres diminuer. Elle comptait plus de 90 millions de membres en 2012 (le Parti n'en comptant que 85 millions) et en affiche désormais 73 millions²⁵. Ce changement fait suite aux critiques de Xi Jinping, estimant la Ligue de plus en plus éloignée de l'organisation d'avant-garde politique qu'elle était censée être et trop centrée

23. N. Grünberg, « Who is the CCP? China's Communist Party in Infographics », Mercator Institute for China Studies, 16 mars 2021.

24. *Educational Statistics Yearbook of China*, Pékin, People's Education Press, années 1993, 2003, 2013, 2016 et 2019.

25. « Communist Youth League of China has over 73.7 mln Members », Xinhua News Agency, 2 mai 2022.

sur les activités de loisirs. Pour Xi, l'organisation courait le risque de devenir une « coquille vide²⁶ ». La Ligue a alors modifié sa politique de recrutement, privilégiant l'activisme de ses membres sur leur nombre. Cette organisation étant la principale source de jeunes membres pour le PCC, son appauvrissement pourrait cependant renforcer le vieillissement du Parti sur le long terme.

La quête de contrôle politique de Xi Jinping et l'accent mis sur l'activisme politique des dirigeants – mais aussi des simples membres du PCC – transforment l'organisation en profondeur. Elle devient moins transparente, plus clientéliste et vieillissante. Elle paraît également moins diverse, au moins en surface, la quête d'une absolue loyauté interdisant le débat.

En quête d'une loyauté absolue

En arrivant au pouvoir, Xi Jinping lançait une campagne anticorruption sans précédent pour renforcer la discipline au sein de l'État-Parti. Durant son premier mandat (2012-2017), 1,5 million de cadres ont fait l'objet de mesures disciplinaires²⁷. Outre son envergure, cette campagne anticorruption s'est distinguée des précédentes en visant des cadres de niveaux moyen ou inférieur mais aussi des « tigres », officiels de haut rang. Pour la première fois, un ancien membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC, Zhou Yongkang (ancien secrétaire de la Commission des affaires politiques et judiciaires), a été visé. Xi Jinping a su utiliser cette lutte contre la corruption comme une arme politique afin de démanteler les réseaux concurrents²⁸.

L'originalité de cette campagne réside aussi dans sa persistance. La lutte intensive contre la corruption et l'hétérodoxie politique est une nouvelle norme de la politique chinoise sous Xi. Elle a notamment été institutionnalisée avec l'adoption, en 2018, de la Loi nationale de supervision, et la création d'un système de commissions de supervision chargées de surveiller tous les employés du secteur public, avec à son sommet la Commission nationale de supervision. Si ce système renforce en apparence les outils disciplinaires extérieurs au Parti, il est en fait placé sous le contrôle effectif de la Commission de discipline et d'inspection du PCC. *Via* les

26. Xi Jinping, *Compilation of Xi Jinping's Remarks on Youth and the Work of the Communist Youth League*, Pékin, Central Party Literature Press, 2017.

27. L. Li, « Politics of Anticorruption in China: Paradigm Change of the Party's Disciplinary Regime 2012–2017 », *Journal of Contemporary China*, vol. 28, n° 115, 2018.

28. F. Hualing, « Wielding the Sword: President Xi's New Anti-Corruption Campaign », *Research Paper*, n° 30, University of Hong Kong Faculty of Law, 2014.

commissions de supervision, le PCC étend son emprise disciplinaire au-delà de ses frontières organisationnelles : il peut désormais cibler des employés du secteur public qui ne sont pas membres du Parti²⁹.

Le PCC remet au goût du jour les sessions de critique et d'auto-critique

Cet élan disciplinaire affecte le quotidien des cadres et membres du Parti, qui sont, depuis 2013, tous appelés à prendre part à des « réunions de vie démocratique ». Les membres du Bureau politique du PCC doivent, par exemple, participer à ces réunions au moins une fois l'an. Le PCC remet en fait au goût du jour les sessions de critique et d'auto-critique qui avaient marqué l'ère maoïste. Les participants doivent faire pénitence sur leurs comportements perçus comme déviants et dénoncer leurs collègues³⁰. Les membres du Parti doivent aussi régulièrement participer à des formations sur l'histoire et la constitution du PCC, pour rectifier leur pratique politique et renforcer leur « esprit de Parti ».

Le retour en force de la notion d'« esprit de Parti », initialement développée dans le contexte des campagnes de rectification des années 1930-1940³¹, symbolise la vision englobante de la loyauté politique qui se dessine sous Xi Jinping, touchant à la discipline professionnelle mais aussi à l'éthique personnelle et à la vie privée. Le PCC appelle³² désormais à « renforcer la surveillance [du comportement des cadres] en dehors du lieu de travail, enquêtant sur leur moralité, leur éthique professionnelle, leur éthique familiale, leur intégrité personnelle, etc. ». Par ailleurs, les relations personnelles qu'entretiennent les cadres pèsent de plus en plus dans l'évaluation de leur loyauté. Les attaques officielles récurrentes à l'encontre des « officiels nus » illustrent bien ce phénomène. Officiels ayant leurs enfants ou conjoints à l'étranger, ils sont présentés³³ comme corruptibles, voire prêts à faire défection. À titre général, cadres et membres du Parti peuvent aisément être taxés de « fausse loyauté », expression qui peut englober des comportements très variés, ainsi que l'illustre cette définition³⁴ fournie par une école du Parti provinciale :

29. A. Wedeman, « Five Years of Hunting Tigers and Swatting Flies », *The Asia Dialogue*, 25 avril 2018.

30. « Directives sur la vie interne au Parti dans un nouveau contexte », Bureau général du Parti communiste chinois, 27 octobre 2016.

31. F. N. Pieke, « Party Spirit: Producing a Communist Civil Religion in Contemporary China Party Spirit », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 24, n° 4, 2018, p. 709-729.

32. « Règles concernant le travail de promotion et de sélection des cadres dirigeants de l'État et du Parti », *op. cit.*

33. « Avis quant à l'amélioration du signalement touchant aux questions personnelles des cadres dirigeants », Département de l'organisation du Parti communiste chinois, décembre 2013.

34. École du Parti de la province du Hubei, « S'opposer fermement et clairement à la "fausse loyauté" », *Qiushi*, 25 janvier 2018.

« Premièrement, ceux qui ne s'intéressent au marxisme qu'en surface, croyant en réalité à leurs maîtres de Feng Shui et n'ayant que leur richesse et intérêt personnel à cœur. Deuxièmement, ceux qui paraissent travailleurs en surface mais mangent, boivent et s'amuse en privé. Troisièmement, ceux qui prétendent se concentrer sur le développement économique et, dans le dos du Parti, abusent de leur pouvoir pour leur gain personnel [...]. Quatrièmement, ceux qui se comportent comme s'ils étaient dévoués au service public mais qui, sous la table, mélangent administration et business [...]. Cinquièmement, ils sont membres et dirigeants du Parti en surface mais [...] ils voient les pays étrangers comme des échappatoires et sont toujours prêts à désertir le navire ».

Cette quête d'un dévouement sans faille au Parti et à Xi Jinping induit toutefois des effets pervers. Tout d'abord, un certain immobilisme de la part de cadres qui refusent de prendre la moindre initiative, craignant d'être sanctionnés³⁵. De plus, en mettant la pression sur les cadres et limitant les discussions en interne, le pouvoir court le risque de se déconnecter de sa base. Les voix qui questionnent la politique zéro-Covid du gouvernement sont par exemple rapidement censurées, ce qui limite les retours de terrain et donc la capacité des autorités à affiner leur approche³⁶.

L'étouffement des discussions internes est d'ailleurs largement contre-productif : en l'absence de canaux de communication, les rumeurs prennent une ampleur démesurée, notamment à propos de supposées luttes intestines au sein du PCC. La couverture par les médias d'État au printemps 2022 de Li Keqiang et de ses remarques mettant l'accent sur le redémarrage de l'économie a ainsi été interprétée comme le signe d'une remise en cause du pouvoir de Xi Jinping et de sa politique de zéro-Covid, à l'origine du ralentissement économique. Mais si la recentralisation du pouvoir sous Xi et sa politique drastique de gestion de la pandémie ne font vraisemblablement pas l'unanimité au sein du Parti, il est peu probable que qui que ce soit, y compris Li Keqiang, prenne le risque de se confronter ouvertement à lui d'ici au xx^e Congrès. Tout groupe ou individu remettant en cause l'autorité de Xi serait rapidement purgé³⁷.

35. Y. Yuen Ang, « With its Corruption Crackdown, China is Also Stamping out Innovation », *The Conversation*, 8 novembre 2016.

36. F. Lemaître, « Les failles de la stratégie zéro Covid s'invitent au congrès du Parti communiste chinois », *Le Monde*, 11 mai 2022.

37. V. Shih, « Is There Inner Party Push Back to Xi's Economic Policies? », *The Wire*, 29 mai 2022.

* * *

Le xx^e Congrès du PCC va déterminer qui dirigera la Chine pour les cinq à dix prochaines années, voire au-delà. Les regards seront tournés vers Xi Jinping, pour savoir s'il parviendra à être reconduit à la tête du PCC pour un troisième mandat. Les autres nominations, notamment celle du remplaçant de Li Keqiang au poste de Premier ministre, seront aussi révélatrices de l'assise politique de Xi, de sa capacité à se maintenir au pouvoir à moyen terme et de l'état des conflits et équilibres dans l'élite dirigeante.

Au-delà du jeu de chaises musicales au sommet du PCC, le congrès sera également l'occasion de mieux appréhender la trajectoire de long terme du Parti. Il s'agira en particulier d'évaluer à quel point la remise en cause des règles régissant l'organisation du Parti pourrait limiter le renouvellement des rangs du PCC, rendre celui-ci toujours plus opaque et davantage soumis à Xi. Si le ton semble *a priori* donné, les congrès du Parti peuvent aussi être des moments de surprise et de revirement politique, laissant la porte ouverte à une réaction des dirigeants et cadres du PCC contre la progressive atrophie du Parti sous Xi Jinping.



Mots clés

Chine
Parti communiste chinois
Xi Jinping
Communisme